

# MANIFESTATION

12 MARS 13H30

PLACE  
SAINT  
LAURENT



LES  
REFUGIES  
NE SONT PAS  
UN DANGER,  
ILS SONT EN  
DANGER.

CONTRE LES ACCORDS DE DUBLIN  
POUR QUE LAUSANNE SE DÉCLARE VILLE REFUGE

COLLECTIF R  
WWW.DESOBESISSONS.CH

# UN AN DE REFUGE POUR LE COLLECTIF R UN AN D'INACTION DES AUTORITÉS

## FAISONS-NOUS ENTENDRE LE 12 MARS !

Depuis le début de l'année 2015, l'Europe vit l'une des crises migratoires les plus graves de son histoire. Loin de s'atténuer, cette situation s'aggrave de mois en mois. A ce jour, plus d'un millions de personnes se sont pressées aux portes du Vieux continent, fuyant la guerre, les persécutions ou la misère. Plusieurs gouvernements font le choix de l'exclusion et de la répression à l'égard des migrant.e.s qui demandent l'asile, et la Confédération n'est pas en reste. Renvois à tour de bras, accélération des procédures, mises en détention, l'attitude du Conseil fédéral est inacceptable. Il est urgent que les autorités suisses s'engagent pour un accueil digne des réfugié.e.s.

En 1999, la Suisse avait accueilli 20'000 personnes de plus qu'elle n'en a accueilli en 2015. Une telle politique d'accueil peut et doit être réitérée aujourd'hui.

Le Collectif R réunit depuis une année migrant.e.s et citoyen.ne.s solidaires souhaitant s'engager pour une vraie politique d'accueil et d'hospitalité en Suisse. La suspension des accords de Dublin est au centre de ses luttes. Ces accords renvoient automatiquement et sans entrée en matière des milliers de migrant.e.s vers des pays de transit, dans lesquels ils/elles n'ont aucune attache. Parmi ces pays, on trouve la Hongrie ou l'Italie, où la répression est monnaie courante, où les conditions exécrables prennent, mois après mois, les traits toujours plus clairs d'une grave crise humanitaire.

**L'action du Collectif R a permis d'empêcher le renvoi de 31 personnes.**



Le 12 mai 2015, le Grand conseil vaudois a voté une résolution demandant la suspension des renvois vers l'Italie et l'usage de **la clause de souveraineté** par la Confédération pour empêcher les renvois les plus graves. Pourtant, le Conseil d'Etat n'y a donné aucune suite. De son côté, la Confédération brille par son inhumanité, rappelant avec fierté que « pour une personne qui rentre en Suisse, 4.4 en sortent ».

Ne laissons pas faire !

**DANS LA RUE LE 12 MARS,**

**POUR FAIRE SAUTER**

**LES ACCORDS DE DUBLIN !**